« Face à la colère sociale, la transformation écologique est une réponse très concrète, à hauteur de vie »

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/11/05/face-a-la-colere-sociale-la-transformation-ecologique-est-une-reponse-tres-concrete-a-hauteur-de-vie_6806856_3232.html

Depuis des semaines, la colère gronde dans le pays. C'est d'abord celle des jeunes, celle d'une génération confrontée à l'abandon de l'Etat, à des conditions d'études indignes – professeurs absents ; salles trop chaudes l'été, trop froides l'hiver –, mais aussi à un avenir incertain, source d'anxiété face aux transformations du monde et à la crise climatique. C'est ensuite celle de ces Français aux budgets contraints, étranglés par la crise du carburant, entre des factures d'essence qui explosent, des familles qui renoncent à des vacances et aux loisirs des enfants, et un hiver qui annonce déjà de nouveaux renoncements pour payer le chauffage. Cette colère, c'est celle des vies qui se rétrécissent.

Ses causes sont multiples et ne touchent pas seulement à l'écologie. Elle tient au moins en partie à la pression que le monde fossile fait peser sur nos sociétés. Depuis la fermeture du détroit d'Ormuz *[le 28 février, en raison du conflit lancé par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran]*, la dépendance au pétrole et au gaz met directement en lien nos budgets avec les guerres et les désordres du monde. En contrepoint, sur fond de crise économique, des usines ferment, nous poussant à importer ce que nous pourrions produire.

Sans parler de cet été, des 96 000 hectares de forêt brûlés en France, des centaines de maisons ravagées, de la surmortalité lors des épisodes de canicule (7 300 décès excédentaires), et des millions d'élèves et de travailleurs qui ont suffoqué dans des bâtiments inadaptés. Qu'il s'agisse des prix ou de la chaleur, le constat est le même : face à des crises qui se répètent, l'Etat, impuissant, semble subir la situation et en être réduit à réparer, au lieu de prévenir.

Limites d'un modèle

Cette colère n'est pas propre à la France. En Italie, en Espagne ou au Portugal, des manifestations contre le coût de la vie ont eu lieu ces derniers jours, dont plusieurs ont dégénéré en affrontements. Elles ont

naturellement d'autres causes que l'énergie, à commencer par le logement, mais elles sont, chacune à sa manière, révélatrices des limites d'un modèle qui rend le quotidien cher et fragile. Face à elles, partout, la transformation écologique fait partie de la réponse. Peut-être pas toute la réponse, mais une réponse très concrète, à hauteur de vie.

Elle peut changer l'existence de ceux qui en ont le plus besoin, en les libérant de leur dépendance aux énergies fossiles. Pensons à l'infirmière qui commence sa journée avant le passage du premier bus, à l'auxiliaire de vie qui enchaîne les visites à domicile partout dans un canton donné, à l'employé du périurbain qui n'a aucune solution de remplacement pour rejoindre son travail : ces personnes, particulièrement en zone rurale, sont tributaires de leur voiture et peinent à payer des pleins de carburant de plus en plus onéreux. Or, d'après l'organisation non gouvernementale Transport & Environment, rouler à l'électrique coûte entre 2 euros et 7 euros les 100 kilomètres, contre environ 14 euros pour l'essence ou le diesel, soit de 100 euros à 200 euros d'économies par mois pour un gros rouleur. Encore faut-il aider les Français à y accéder.

Lire aussi | Penser l'après-voiture, une utopie nécessaire

Il en va de même pour le logement. Dans la France des pavillons, des familles chauffent des maisons mal isolées au fioul ou au gaz, sans pouvoir avancer les frais des travaux qui feraient baisser leur facture et les protégeraient mieux contre les canicules. C'est même un mouvement inverse que l'on constate aujourd'hui : le nombre de dossiers de rénovation d'ampleur déposés auprès des services compétents a été divisé par quatre en un an, selon l'Agence nationale de l'habitat. Des établissements rénovés, isolés, ventilés et ombragés permettraient aux lycéens d'étudier toute l'année, sans qu'ils gèlent l'hiver ou suffoquent l'été. Toutes ces solutions – des véhicules électriques à la rénovation des bâtiments – créent des emplois de qualité près de chez soi, dans tous les territoires.

Renouveau de l'État

Depuis plusieurs semaines, l'imaginaire de la Révolution française s'invite dans les cortèges. Le parallèle n'est peut-être pas si absurde. Non pour couper des têtes, mais pour engager une révolution véritablement écologique. Cette révolution passera nécessairement par un renouveau de l'Etat. L'Etat protecteur du XXIe siècle pense l'écologie comme une politique de protection contre les risques climatiques, mais aussi contre la précarité de ceux dont la vie dépend des énergies fossiles au quotidien.

De surcroît, il anticipe les crises au lieu de réparer, en investissant dans les territoires et en accompagnant les ménages pour qu'ils s'adaptent. Il

demande davantage à ceux qui polluent le plus, pour accompagner ceux qui n'ont pas le choix mais qui, eux aussi, ont droit à ce monde décarboné qui leur redonnera du pouvoir d'achat et de la liberté. C'est à ces conditions que l'Etat répondra à la crise sociale, mais aussi à la crise démocratique, marquée par l'effondrement de la confiance politique. Comment ? En montrant qu'il peut régler les problèmes de court terme, tout en nous projetant dans l'avenir.

A cinq mois de l'élection présidentielle, tâchons de nous rappeler que c'est bien l'absence d'écologie qui nous punit, en nous privant de pouvoir d'achat, d'indépendance, de santé et de sécurité. Et espérons qu'une offre politique se structurera en ce sens. Les réponses à trois questions suffisent à juger les programmes des candidats : comment s'affranchir de la dépendance aux énergies fossiles ? Qui paie, et qui est protégé ? Que fait-on, concrètement, pour les lycéens, les travailleurs, les automobilistes, les habitants de maisons mal isolées ou encore les résidents de territoires ruraux ? Promettre du pouvoir d'achat et de la sécurité sans s'attaquer à cette dépendance, c'est mentir aux Français. Prendre l'écologie au sérieux, c'est prendre leurs problèmes au sérieux.

Théodore Tallent est docteur en science politique, chercheur associé à Sciences Po, affilié à l'École du climat et chercheur à l'université d'Anvers (Belgique). Il est également codirecteur de l'Observatoire de l'urgence écologique et sociale de la Fondation Jean Jaurès.